



Convention internationale contre la discrimination raciale: Validation du projet de rapport périodique du Burkina Faso

Page 4

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du dimanche 23 juillet 2017
7 ju/7

d' Afrique

N°459

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 15.

Communiqué de presse

Page 2



Afrique du Sud: un livre sur la fin de vie de Nelson Mandela fait des remous

Page 13



Politique nationale de protection sociale : Les acteurs se concertent

Page 7



La mise en place du registre unique des personnes vulnérables s'avère un impératif pour les différents acteurs pour plus d'efficacité et d'impact de leurs interventions. Le processus est certes complexe mais avec l'implication de tous les acteurs, le juste combat pour la promotion de la protection sociale va être gagné a précisé madame le ministre Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI.



Compte rendu du Conseil des ministres du vendredi 21 juillet 2017

Page 2

POLITIQUE

Communiqué de presse

Région du Centre



Le Bureau politique national (BPN) de l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC) s'est réuni en séance extraordinaire le jeudi 20 juillet 2017 à Ouagadougou, avec pour ordre du jour :

- Vie du parti ;
- Situation nationale.

Au titre de la vie du parti, le BPN a examiné la procédure disciplinaire engagée par la Direction du parti à l'encontre des députés KIEMDE R. Albert Elysée (élu du Bazèga) et PALENFO Kodjo Jacques (élu du Poni) qui, lors du vote de la loi sur les Partenariats Public-Privé (PPP) le 03 juillet 2017, ont délibérément enfreint aux consignes du parti. En rappel des faits, le Groupe parlementaire UPC, suivant en cela les directives de l'ensemble de l'Opposition politique, avait

décidé de quitter l'hémicycle afin de ne pas être complice de la forfaiture qui se préparait. Les deux députés cités ont non seulement refusé de quitter l'hémicycle comme leurs camarades, mais ont, en plus, apporté leurs voix à la Majorité pour faire voter le texte. Ils ont aussi utilisé les procurations qui leur avaient été données pour voter dans le même sens, sans consulter les camarades qui avaient émis ces procurations. Cette attitude constitue une très grave faute au regard des dispositions qui régissent le fonctionnement de l'UPC, toute chose qui a conduit la Direction du parti à engager à leur encontre une procédure disciplinaire. Conformément aux dispositions statutaires, des correspondances ont été envoyées aux deux députés pour leur demander de fournir des explications sur leurs comportements. La Direction du parti a donc fait le point de cette situation aux membres du BPN, afin de permettre à ceux-ci de statuer sur la suite à donner. Premièrement, concernant le député KIEMDE R. Albert Elysée, le BPN a noté ce qui suit :

- l'intéressé a fait acte d'indiscipline notoire en refusant d'appliquer la consigne du parti.
- Il a porté gravement atteinte à l'unité et à la cohésion du parti par son attitude.
- Il a terni, de par son

comportement, l'image de l'UPC. - Il a fait acte de trahison vis-à-vis du parti, en s'alliant au MPP et à la Majorité. Au-delà de l'acte posé le 03 juillet 2017, le député KIEMDE R. Albert Elysée s'est illustré depuis le début de la législature par les comportements suivants :

- absences chroniques aux réunions des instances du parti dont il est membre (Bureau Politique National, Secrétariat Exécutif National).
- Le nombre de ses absences est depuis longtemps largement supérieur à la limite maximale tolérée par les textes du parti ;
- refus de répondre aux différentes lettres d'explication qui lui ont été envoyées, au sujet de ses absences ;
- travail de connivence avec les plus hauts responsables du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) et du Nouveau Temps pour la Démocratie (NTD) dans le but de débaucher des militants de l'UPC au profit de ces partis politiques de la majorité, toute chose qui constitue un acte de haute trahison.

Le BPN a enfin noté que relativement à la question examinée, non seulement l'intéressé n'a pas répondu à la demande d'explication qui lui a été envoyée, mais il a en plus boycotté la session extraordinaire qui devait examiner la question, toute chose qui dénote d'un manque insultant de considération envers l'ensemble des militants du parti. Pour toutes ces raisons, le Bureau politique national a décidé d'exclure

La suite à la page 3

POLITIQUE

La suite de la page 2

le député KIEMDE R. Albert Elysée de l'Union pour le Progrès et le Changement. Le BPN exige de lui que, par souci de cohérence et d'honnêteté, il démissionne de son poste de député et remette ainsi son mandat aux militants UPC du Bazèga qui, par leurs mobilisations sur le terrain et leurs soutiens financiers, ont permis son élection à l'Assemblée nationale. Deuxièmement, concernant le député PALENFO Kodjo Jacques, le BPN a noté ce qui suit : -l'intéressé a fait acte d'indiscipline notoire en refusant d'appliquer la consigne du parti. -Il a porté gravement atteinte à l'unité et à la cohésion du parti par son attitude. -Il a terni l'image de l'UPC par son comportement et par ses propos désobligeants à l'encontre de ses camarades. Le BPN relève néanmoins que, lors d'une rencontre du Groupe parlementaire et de la Direction du parti tenue le mercredi 05 juillet 2017 au siège national de l'UPC, le député PALENFO Kodjo Jacques est non seulement venu s'expliquer

sur son acte, mais a verbalement demandé pardon au Président du parti et à ses camarades. Le BPN relève aussi que le député PALENFO Kodjo Jacques a dûment répondu à la lettre d'explication qui lui a été envoyée d'une part, et qu'il a participé à la session extraordinaire du BPN et y a pris la parole pour présenter à nouveau ses excuses à ses camarades ainsi qu'au parti, d'autre part. Au regard de tous ces éléments, le Bureau politique national a décidé de lui infliger un blâme avec inscription au dossier. Le BPN a tenu à réaffirmer que la discipline au sein de l'UPC est un principe non négociable. Partant de cela, toute décision ou position majoritairement adoptées s'imposent à tous. Et toute infraction aux règles de fonctionnement du parti sera rigoureusement sanctionnée. Les membres du BPN ont appelé la Direction du parti à faire preuve d'une plus grande fermeté dans l'application des textes qui régissent l'organisation du parti. Le Bureau Politique National

tient à informer les militants et sympathisants de l'UPC, qu'il suit avec une grande attention les différentes tentatives de déstabilisation du parti, tentatives orchestrées et financées par les mêmes officines qui ont fait de la destruction des partis politiques d'opposition leur spécialité. Il les invite à la sérénité, à la vigilance permanente et à la mobilisation sans faille, pour continuer de faire échec à ces tentatives de sabotage. Au titre de la situation nationale, le BPN a procédé à un large tour d'horizon des sujets d'actualité. Les discussions ont permis de dégager des pistes pour l'action du parti en tant que force politique et dans le cadre de l'Opposition politique.

Ouagadougou, le 21 juillet 2017
Le Secrétariat national
à l'Information et à la
Communication de l'UPC

Brève

Côte d'Ivoire : La brigade de la gendarmerie d'Azaguié (41 km au Nord-Est d'Abidjan) a été attaquée tôt ce samedi par des individus armés non identifiés. Cette attaque n'a pas fait de dégâts humains. Un renfort a été envoyé sur place. Pour le moment, aucun détail sur les assaillants ni sur leurs motivations.

Des tirs avaient éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi dans plusieurs quartiers d'Abidjan notamment à la base du Centre de coordination des décisions opérationnelles de Côte d'Ivoire (CCDO) sise dans l'enceinte de l'école de police.

Des armes militaires ont été récupérées après cette attaque au CCDO selon l'armée. Ils'agit de 05 RPG; des FM T80; une dizaine de AK; une dizaine de caisses de munitions; des roquettes; 02 Taxis compteurs; 01 VHL.

Rédaction SCi

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Convention internationale contre la discrimination raciale: Validation du projet de rapport périodique du Burkina Faso

Région du Centre



L'ouverture de l'atelier a été présidée par le Secrétaire général du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Paulin BAMBARA représentant le Garde des Sceaux.

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique a organisé ce jeudi 20 juillet 2017 dans la salle de conférence du Liptako-Gourma à Ouagadougou, un atelier de validation du projet de rapport cumulé constituant les 20ème, 21ème et 22ème rapports périodiques du Burkina Faso sur la mise en œuvre de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

L'ouverture de l'atelier a été présidée par le Secrétaire général

du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Paulin BAMBARA représentant le Garde des Sceaux. Il avait à ses côtés le Directeur général de la défense des droits humains, Jean de Dieu BAMBARA et le Directeur du suivi des accords internationaux, Dramane SANOU. Etaient représentés à l'atelier, les institutions, les départements ministériels, les partenaires techniques et financiers ainsi que les Organisations de la société civile.

Le Burkina Faso, a rappelé le SG du MJDHPC, est partie à la convention pour l'élimination de toutes les

formes de discrimination raciale depuis le 18 juillet 1974. « En vue d'assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre des droits qui y sont énoncés, la convention, conformément à l'article 9, a mis en place un Comité dénommé Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui a pour mission essentielle de promouvoir et de protéger les droits humains ainsi que d'interpréter les dispositions de cette Convention », a-t-il ajouté. Dans le cadre de sa mission de promotion, le Comité examine les rapports périodiques des Etats

La suite à la page 5

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 4



« Le Comité a adopté ses observations finales le 28 août 2013 dans lesquelles, il a félicité le Burkina Faso pour certains acquis, mais n'a pas manqué de faire des recommandations à notre pays ».

sur les mesures législatives ou autres adoptées pour donner effet aux droits et libertés reconnus et garantis par la Convention.

Le Burkina Faso a élaboré et présenté au comité, les 19 et 20 août 2013, son rapport périodique cumulé (12^e à 19^e rapports périodiques). A l'issue de cette présentation à laquelle il a personnellement pris part, Paulin BAMBARA a précisé que : « Le Comité a adopté ses observations finales le 28 août 2013 dans lesquelles, il a félicité le Burkina Faso pour certains acquis, mais n'a pas manqué de faire des recommandations à notre pays ». La mise en œuvre de ces recommandations s'est faite dans le cadre du plan

d'action 2014-2017 de mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel (EPU) et organes de traité.

Le projet de rapport examiné ce jour constitue les 20^{ème}, 21^{ème} et 22^{ème} rapports cumulés. Le rapport doit être transmis au plus tard le 17 Août 2017.

L'objectif général de ce rapport, est de permettre au Burkina Faso de respecter non seulement ses engagements découlant de la ratification de la Convention internationale contre toutes les formes de discrimination raciale mais aussi de faire le point sur les mesures prises par le pays pour donner effet aux recommandations

issues de la présentation de son dernier rapport en 2013. De façon spécifique, il s'agit de :

- présenter les mesures législatives et réglementaires prises pour lutter contre la discrimination raciale;
- exposer les difficultés rencontrées dans la mise œuvre des dispositions de la convention ;
- faire état de la mise en œuvre des recommandations faites au Burkina Faso lors de la présentation de son rapport devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en 2013 ;
- dégager les perspectives de la lutte contre la discrimination raciale.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Les acteurs du secteur des TIC se penchent sur les mécanismes pour booster le numérique en Afrique

Région du Centre

La 2e Edition de l'IT Forum a ouvert ses portes le jeudi 20 juillet 2017 à Ouagadougou, sous le parrainage du Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON.

Organisée par CIO Mag, cette 2e Edition permettra aux participants venus de plusieurs pays de se pencher sur le thème « Infrastructures, eGOUV, harmonisation fiscale, quelle approche pour booster le numérique en Afrique ? ». La cérémonie d'ouverture présidée par Madame Hadja



La 2e Edition de l'IT Forum a ouvert ses portes le jeudi 20 juillet 2017 à Ouagadougou, sous le parrainage du Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON.



La cérémonie d'ouverture présidée par Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON.

Fatimata OUATTARA/SANON.
DCPM/MINISTERE DU

**DEVELOPPEMENT DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE ET
DES POSTES**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Politique nationale de protection sociale : Les acteurs se concertent

Région du Centre



Madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, ministre de l'économie, des finances et du développement en sa qualité de première vice-présidente du Conseil National pour la Protection Sociale (CNPS) a présidé à Ouagadougou, ce jeudi 20 Juillet 2017.

Madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, ministre de l'économie, des finances et du développement en sa qualité de première vice-présidente du Conseil National pour la Protection Sociale (CNPS) a présidé à Ouagadougou, ce jeudi 20 Juillet 2017, au nom de SEM le Premier ministre, la 5ème session dudit conseil. La rencontre a connu la participation des acteurs nationaux et des partenaires au développement.



Les travaux de la cinquième session du conseil National pour la Protection Sociale ont permis aux participants de prendre connaissance des résultats de

La session 2017 a été également consacrée au processus de mise en place du registre unique des personnes vulnérables au Burkina Faso avec l'opérationnalisation de la méthodologie consensuelle de ciblage.

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

l'opération pilote de ciblage des personnes vulnérables dans cinq communes et d'adopter deux (02) rapports à savoir le rapport bilan 2016 et le plan d'actions opérationnel 2017-2019. L'adoption du plan d'actions opérationnel 2017-2019 devrait favoriser le renforcement des actions au plan national et permettre une meilleure coordination des interventions dans le domaine de la protection sociale. Au titre de l'année 2016, Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, ministre de l'économie, des finances et du développement, par ailleurs 1^{ère} vice-présidente du Conseil National pour la Protection Sociale (CNPS), a relevé plusieurs acquis en termes de mesures prises par le Gouvernement. Selon elle, ces mesures, ont permis d'atténuer l'incidence de la pauvreté au niveau des villes et campagnes. Il s'agit

principalement du recrutement de 4200 jeunes titulaires d'un diplôme universitaire BAC + 2 au profit du MENA, de 9 300 jeunes pour les travaux à haute intensités de main d'œuvre (HIMO), de la gratuité du dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus, de la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans, de la gratuité pour les accouchements, de la réalisation de 1 153 forages et 65 adductions d'eau potable simplifiées dans les 13 régions et 91 forages aux alentours de Ouagadougou etc.

Mise en place d'un registre unique des personnes vulnérables

La session 2017 a été également consacrée au processus de mise en place du registre unique des personnes vulnérables au Burkina Faso avec l'opérationnalisation de la méthodologie consensuelle de ciblage. Elle donnera l'occasion

aux participants de s'informer sur les résultats de l'opération pilote de ciblage des ménages vulnérables dans cinq communes.

La mise en place du registre unique des personnes vulnérables s'avère un impératif pour les différents acteurs pour plus d'efficacité et d'impact de leurs interventions. Le processus est certes complexe mais avec l'implication de tous les acteurs, le juste combat pour la promotion de la protection sociale va être gagné a précisé madame le ministre. Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI a salué l'engagement et la détermination de tous les acteurs et les a invités à plus d'ardeurs et de rigueur.

Assemblée sectorielle 2017 : bilan des projets et programmes de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Région du Centre

Le ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a tenu son assemblée sectorielle le lundi 17 juillet 2017 dans l'enceinte de l'immeuble de l'éducation. Cette assemblée a été présidée par la directrice générale de l'enseignement supérieur (DGESUP) représentant le Ministre de l'Enseignement

Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

Organisée tous les deux ans, pour répondre à la directive du décret portant organisation des assemblées générales des projets et programmes, l'assemblée sectorielle du MESRSI a pour mission d'évaluer les performances des projets et programmes de l'enseignement Supérieur et de la Recherche.

A l'ouverture des travaux, la Directrice Générale de l'enseignement supérieur, Bintou CESSOUMA a salué les efforts des coordinateurs des projets et programmes dans la quête permanente d'un enseignement supérieur de qualité, d'une recherche scientifique au service du développement socio-économique du Burkina Faso.

Pour elle, cette assemblée

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8



générale va permettre d'identifier les projets performants et surtout de relever les contraintes et les faiblesses de ceux qui requièrent une inattention particulière pour leur bonne marche.

« L'exercice auquel nous sommes soumis ce matin est le lieu de faire des recommandations pour la bonne marche des programmes et projets dans le but de nous permettre d'atteindre des objectifs qui sont les nôtres et de remédier ainsi au problème que rencontrent les projets et programmes dans leur exécution » a laissé entendre Bintou CESSOUMA.

Elle a enfin invité l'ensemble des participants à un examen rigoureux et minutieux sans complaisance des rapports de performances des projets et programmes afin que les travaux soient à la hauteur des attentes du département.

Entamés depuis deux semaines, les travaux du comité d'évaluation des projets et programmes qui ont porté sur la collecte et le traitement des données, l'analyse et le traitement desdites données, la rédaction du procès-verbal de performances des structures évaluées et enfin la rédaction du rapport de performances des projets et programmes atteignent

aujourd'hui leur couronnement avec la validation. Au cours de la présente séance de travail, au total cinq projet ont été évalués. Ce sont : le projet de construction et d'équipement d'une cité universitaire à Bobo-Dioulasso, phase II (PCU II), le projet de construction et d'équipement d'une UFR/ST et d'une cité universitaire à l'université Ouaga 2, le projet d'acquisition de bus au profit des universités et grandes écoles de formation au Burkina Faso (PAB-UGEF), le projet de valorisation de variétés de maïs à haut rendement dans l'espace UEMOA, et le programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants en Afrique sub-saharienne au Burkina Faso (SAPEP).

Au regard des résultats auxquels le comité d'évaluation est parvenu, l'on peut dire que les projets du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation bien que le nombre soit réduit, présentent d'assez bonnes performances. En effet, sur les cinq projets évalués, trois sont verts et deux sont oranges. Cependant, l'efficacité des projets pourrait s'améliorer si les procédures administratives et

financières étaient moins lourdes.

Au sortie de cette sectorielle, les recommandations et résolutions qui ont été formulées à l'attention du ministère en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation et du ministère en charge de l'économie, des finances et du développement sont : accélérer le processus d'autonomisation de l'ANVAR, renforcer et faciliter la communication entre l'UGP de SAPEP et les Partenaires Techniques et Financiers, doter la direction générale des Etudes et des statistiques sectorielles de ressources financières adéquates, pour réaliser des études de faisabilités des idées de projets, examiner avec plus d'attention et de bienveillance les projets et programmes du Ministère, en recherche de financement inscrits dans la base de données de la DGEP.

DCPM/MESRSI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

HUMANISATION DES PRISONS

La Maison d'arrêt et de correction de Koudougou abrite l'édition 2017 de la commémoration de la journée internationale Nelson MANDELA

Région du Centre



Remis un lot de matériel de nettoyage et de désinfectants à la Maison d'arrêt et de correction de Koudougou.

Les activités marquant la commémoration de la journée internationale Nelson MANDELA encore appelée journée internationale des détenus ont commencé le lundi matin 17 juillet 2017 à la Maison d'arrêt et de correction de Koudougou.

Entre autres activités, il y a eu : le reboisement avec plus de 400 plants mis en terre sur le domaine dudit établissement, un repas communautaire que les autorités ont partagé avec les détenus, des activités de salubrité et des jeux de société. A l'occasion, le Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire, Géooffroy YOGO à au nom du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, remis



Entre autres activités, il y a eu : le reboisement avec plus de 400 plants mis en terre sur le domaine dudit établissement, un repas communautaire que les autorités ont partagé avec les détenus.

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

un lot de matériel de nettoyage et de désinfectants à la Maison d'arrêt et de correction de Koudougou. La cérémonie a été présidée par l'inspecteur Géoffroy YOGO. Il avait à ses côtés Sibiri de Issa OUEDRAOGO, Secrétaire général de la région du Centre-Ouest, représentant Mme le Gouverneur, Mme Edith YAMEOGO, Secrétaire général de la province du Boulkiemdé, représentant le

Haut-commissaire et Sy Evariste KAM, préfet de Koudougou. On a également noté la présence des deux directeurs régionaux de la GSP du ressort des deux cours d'appels de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso, les inspecteurs Abdoulaye SIDIBE et Pascal DABIRE, ainsi que les directeurs centraux de la DGGSP. Ces activités se mènent en prélude à la cérémonie officielle prévue

le 18 juillet 2017, placée sous la présidence de Bessolé René BAGORO, ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux.

Compte rendu du Conseil des ministres du vendredi 21 juillet 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le vendredi 21 juillet 2017, en séance ordinaire, de 15 H 00 mn à 19 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Paul Kaba THIEBA, Premier ministre, Chef du gouvernement.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté trois (03) rapports. Le premier rapport est relatif au lancement de la feuille de route de l'Union africaine sur le dividende démographique. Cette feuille de route est axée sur la gouvernance, l'emploi et l'entrepreneuriat, l'éducation et le développement des compétences, la santé et le bien-être ainsi que

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

l'autonomisation de la jeunesse. Au regard des thématiques en lien avec les objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES), le Conseil a marqué son accord pour le lancement national de cette feuille de route, autour du thème « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président du Faso. Le deuxième rapport est relatif à la location de bâtiments au profit de l'Administration publique. Le Conseil a marqué son accord pour la location de deux (02) bâtiments à usage de bureaux au profit de la Présidence du Faso pour le compte de l'Agence nationale de renseignement (ANR) et du ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique pour le compte du Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Le troisième rapport est relatif à un décret portant modalités d'application de la loi n°042-2017/AN du 3 juillet 2017 portant allègement des procédures de contractualisation des projets de partenariat public-privé (PPP).

L'adoption de ce décret vise à réglementer le processus d'allègement, de relever le taux de contractualisation des projets PPP afin de contribuer à l'accroissement des investissements publics en vue d'atteindre les objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES).

I.2. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,

DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier rapport porte création d'un diplôme d'excellence en Administration publique à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) en partenariat avec l'Ecole nationale d'Administration publique (ENAP) du Québec (Canada). Ces programmes de formation visent à doter l'Administration burkinabè, de fonctionnaires hautement qualifiés. L'adoption de ce rapport permet la mise en œuvre effective de ces programmes de formation à l'ENAM. Le second rapport est relatif à un décret portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du dispositif de pilotage de la modernisation de l'Administration et de la bonne gouvernance. L'adoption de ce décret vise à doter l'Administration publique burkinabè d'une base juridique pour la mise en œuvre de toute politique et stratégie de modernisation et de promotion de la bonne gouvernance.

I.3. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté un rapport relatif à un décret portant changement de dénomination de l'Université de Koudougou. L'Université de Koudougou, créée par le décret N°2005-460/PRES/PM/MESSRS/MFB du 31 août 2005, change de dénomination et devient Université Norbert ZONGO. Cette dénomination rend hommage à un journaliste émérite, personnalité éminente de notre

pays qui est un exemple de courage, de ténacité et d'engagement en faveur de la bonne gouvernance.

I.4. AU TITRE DU MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES

Le Conseil a adopté un rapport relatif à l'approbation des résultats de l'appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction et de bitumage de la route nationale N°29 (RN29) Manga-Zabré (79km). Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché au groupement d'entreprise ATP/SGTI/KF pour un montant de vingt-huit milliards trois cent quatre-vingt-quatorze millions soixante-cinq mille trois cent quarante-trois (28 394 065 343) F CFA TTC avec un délai d'exécution de vingt-quatre (24) mois y compris la saison pluvieuse qui est estimée à six (06) mois. Le financement est assuré par l'Association internationale de développement (IDA).

I.5. AU TITRE DU MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIÉUTIQUES

Le Conseil a adopté trois (03) rapports. Le premier rapport est relatif aux difficultés financières du Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES). Le CIRDES est une institution inter-étatique regroupant huit (08) pays de la CEDEAO dont le Burkina Faso, avec pour mandat de mener des activités de recherche-développement sur l'élevage, en vue d'améliorer la santé et la productivité des animaux domestiques. Toutefois, le CIRDES connaît des difficultés de fonctionnement liées essentiellement au non paiement récurrent des cotisations

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

statutaires des pays membres. Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour faire le plaidoyer auprès des pays membres et des bailleurs de fonds potentiels en vue de mobiliser les ressources nécessaires au bon fonctionnement du CIRDES. Le deuxième rapport est relatif à un décret portant autorisation de création et d'ouverture d'écoles privées de formation professionnelle en élevage et en santé animale au Burkina Faso. L'adoption de ce décret vise à doter le ministère des ressources animales et halieutiques d'un cadre juridique en matière de création et d'ouverture d'écoles d'élevage et de santé animale.

Le troisième rapport est relatif à la situation d'exécution du Projet de développement laitier dans la zone périurbaine de Ouagadougou (PDEL-ZPO) et des mesures urgentes à prendre pour sa réussite. Lancé en décembre 2014, le projet de développement laitier dans la zone périurbaine de Ouagadougou devrait permettre de créer 100 emplois directs au sein de l'usine de lait, 7 500 emplois directs et indirects à travers les activités des 500 fermes partenaires de l'usine, d'améliorer la chaîne de valeur des produits laitiers, de réduire les importations de produits laitiers, d'accroître

la productivité agricole par la valorisation des déchets animaux, de freiner l'exode rural, d'améliorer l'état nutritionnel de la population et de stimuler la transformation structurelle de l'économie. Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre des dispositions nécessaires pour la mobilisation des ressources et la réalisation des infrastructures complémentaires en vue de la réussite du projet.

II. COMMUNICATION ORALE

II.1. Le ministre de l'Economie, des finances et du développement et le ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale ont fait au Conseil une communication relative au débrayage illégal d'une partie des agents du trésor et des impôts. Le Conseil félicite la grande majorité des agents qui ont assuré le fonctionnement du service public malgré les menaces et les intimidations. Le Conseil a instruit les ministres concernés d'approfondir le dossier afin de prendre les dispositions utiles pour faire prévaloir le droit et l'autorité de l'Etat.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATION DANS LES

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à des nominations et à des renouvellements de mandat d'administrateurs aux Conseils d'administration :
- de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) et de l'Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural (AGETEER) au titre du ministère de l'Eau et de l'assainissement ;
- de l'Ecole nationale de l'élevage et de santé Animale (ENESA) au titre du ministère des Ressources animales et halieutiques ;
- des Editions Sidwaya au titre du ministère de la Communication et des relations avec le parlement. La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Faso.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'ordre national

Brève

Afrique du Sud: un livre sur la fin de vie de Nelson Mandela fait des remous

Le livre a été écrit par Vejay Ramlakan, un chirurgien militaire, cadre de l'armée, qui chapeautait l'équipe médicale en charge de la santé de l'ancien président. L'ouvrage « Les dernières années de Mandela » est paru lundi dernier et il regorge d'informations croustillantes qui ont fait réagir la veuve du chef de l'Etat et même l'armée sud-africaine.

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



.Du 15 février au 15 mars

.Du 15 Juillet au 15 août

.Du 15 septembre au 15 octobre

Préparation aux:

➔ **TOEIC - TOEFL**

➔ **La Licence avec
English Discoveries, la
solution complète
d'apprentissage de
l'anglais en ligne.**

**Durée de formation
6 mois**

**INSCRIPTIONS
OUVERTES**

**40 000
FCFA**

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

**NB: Une attestation
vous est offerte à la fin
de chaque formation**

**Les cours se déroulent
du lundi au vendredi
de 18h à 20h**

➔ **Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à
Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m
de l'ambassade des Etats Unis;**

➔ **Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue
Guillaume, Immeuble Sanga Madi;**

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Évaluation, suivi et évaluation Manager - Erbil Irak**Description****P o s i t i o n****d' évaluation, de suivi et d' évaluation Manager - Erbil Irak****Date de début****A S A P****L i e u****Erbil, Irak****Type de contrat****Contrat à durée déterminée****Durée du contrat****12 mois renouvelable****Sécurité Niveau de risque****Risky (3/4)****A propos ACTED**

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l' aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-crée des opportunités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens. Efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur

potentiel. Nous allons le dernier mile: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. Avec une équipe de 4.300 personnel national 300 du personnel international, ACTED intervient dans 35 pays et met en œuvre plus de 450 projets par an pour atteindre plus de 11 millions de bénéficiaires. Plus d' informations sur www.acted.org

Pays Profil 2015**Nombre de projets****3 8****Nombre de zones****4****Nombre de personnel national****3 1 3****Budget annuel (EUR)****21 M****Nombre de bureaux****6****Nombre de membres du personnel international****2 3**

contexte de position et les principaux défis

ACTED a été présent en Irak soutenir les populations touchées par le conflit depuis 2004 et opère actuellement dans 15 régions. Pour les 4 dernières années, notre équipe de 350 personnes a répondu aux réfugié syrien et crise des personnes déplacées, notamment dans la région du Kurdistan d'Irak, où plus de 1,5 soutien AGI millions

de personnes. Notre approche multisectorielle répond aux besoins les plus urgents des personnes déplacées et des réfugiés en leur assurant la protection, la prestation d'une aide alimentaire de sauver des vies, en fournissant des forfaits d'hébergement et des articles non alimentaires avec des articles de sauver des vies et d'améliorer leur milieu de vie dans et hors des camps par gestion des camps et l'eau, l'hygiène et les activités de l'assainissement.

Rôles et responsabilités clés**D e s c r i p t i o n**

Le AME gestionnaire, en étroite collaboration avec le coordonnateur du programme, développera et gèrera la stratégie M & E pour le projet, l' amélioration de la qualité des programmes, le suivi des performances et de faciliter la transmission des meilleures pratiques. Il / elle contribuera à renforcer la capacité globale ACTED M & E, l' amélioration de l'utilisation globale de la logique de programme clair, les méthodes de collecte et d' analyse des données sonores; et de faciliter des évaluations qui sont intégralement liés à la conception du programme.

R e s p o n s a b i l i t é s**1. Gestion du cycle de projet****2. Système d' information****3. évaluation participative, suivi et évaluation****4. Ministère Suivi****Ville E r b i l**

La suite à la page 16

JOBS CAMPUS

La suite de la page 15

Expériences / Formation du candidat

Maîtrise dans un domaine pertinent

Excellentes capacités d'analyse

3 ans d'expérience dans AME

Excellentes compétences en communication et rédaction de rapports efficaces sur la performance financière du programme

Capacité de surveiller et d'évaluer les compétences financières et de suivi des communautés par le biais des efforts de renforcement des capacités

Capacité à travailler dans un environnement interculturel exigeant une flexibilité

Familiarité avec le système d'aide, et la compréhension des besoins des donateurs et du gouvernement

Une connaissance préalable de la région un atout

En anglais requis Maîtrise

Possibilité d'utiliser Microsoft Word, Excel et softwar Gestion de projet

Langues parlées

A n g l a i s

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat C D D

Durée du contrat

12 mois renouvelable

Salaire / Indemnité

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la

performance sont considérés comme des bonus de salaire

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house / ou allocation de logement de l'organisation (selon la durée du contrat et du pays)

Les frais de transport couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation de bagages

Prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org sous

Ref: AMEM/IRQ

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 2 0 / 0 8 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: Coordonnateur régional - SSUD

Description

Département: Coordination

Contrat: CDD

Pays: Soudan du Sud

Durée: 12 mois

Ville: Maban

Date de début: 04/09/2017

Informations générales sur ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

personnes, tout en co-crée des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre plus de 11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

Profil	du	pays
Nombre	de	projets
25		
Nombre	de	zones
5		
Nombre	de	personnel
national		317

Budget	annuel
(EUR)	20,78 millions

Nombre	de	bureaux	6
--------	----	---------	---

Nombre	de	membres	du
personnel	international	49	

contexte	de	position
et	les	principaux
défis		

ACTED est présent au Soudan du Sud depuis 2007, et est actuellement en exploitation dans l'Ouest Bahr-el-Ghazal, Warrap, Jonglei, du Haut-Nil, les lacs et les états de l'Equatoria central. ACTED met l'accent sur les travaux d'urgence et de secours autour de l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène; l'infrastructure de base; la sécurité alimentaire et les moyens d'existence; et la gestion des camps intégré. Toutes ces interventions continuent de fournir de base et une aide vitale aux populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés d'accueil.

Depuis la suite du conflit du Sud-Soudan qui a éclaté en Décembre 2013, ACTED a contribué à la prestation des services humanitaires à 1,7 million de personnes déplacées, des réfugiés, 270,767 et 5,1 millions de personnes dans le besoin. Continue ACTED à fournir des services de gestion des camps dans 2 Protection des sites civils (POC), 1 règlement informel et 2 camps de réfugiés, tout en contribuant à la coordination du camp en tant que co-chef de file du groupe de coordination et gestion des camps. Reconnaisant l'importance d'engager le

relèvement rapide à la transition vers des solutions durables, ACTED soutient les collectivités à améliorer leurs moyens d'existence grâce à la promotion des activités génératrices de revenus, groupes d'épargne communautaires et Agro Pastoral écoles sur le terrain dans le Grand Bahr al Ghazal, Grand Haut-Nil et des lacs.

Améliorer la prestation efficace des services dans les sites de déplacement

En tant que directeur du camp, ACTED coordonne la prestation des services aux personnes déplacées et des réfugiés dans Maban, Awerial, Bor et comtés de Juba bénéficiant d'un total de plus de 140 000 réfugiés et 110.000 personnes déplacées. Dans le cadre des interventions de gestion des camps, l'équipe d'ACTED au Soudan du Sud entreprendre une approche multisectorielle pour établir et renforcer les structures de gouvernance interne, d'assurer l'accès à des installations d'eau et d'hygiène, de faciliter la paix entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, et d'accroître la protection des personnes besoins spéciaux. Un accent a été mis haute à établir la responsabilité et le système de rétroaction sur les différents sites de déplacement pour améliorer la prestation des services.

Garantir l'accès à l'eau potable et un milieu de vie hygiénique

En 2015, ACTED la priorité à la fourniture de services d'eau et d'assainissement pour les personnes à risque d'épidémie

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

de la maladie, ainsi que les populations déplacées ayant un accès limité aux installations d'eau et d'assainissement. ACTED a été l'expansion de la prestation de services d'eau et d'assainissement à la population de réfugiés de Doro, le camp Kaya et Gendrassa et des pratiques améliorées d'assainissement dans les zones rurales comme le comté d'Akobo.

L'amélioration de la sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance

Les interventions d'ACTED focud sur la première face aux terribles besoins de la sécurité alimentaire des populations déplacées par le biais de distributions alimentaires d'urgence dans les camps pour personnes déplacées et des réfugiés, tout en travaillant à améliorer la résilience des populations vulnérables à travers le pays grâce à des distributions de semences et d'outils et l'offre de nourriture pour la construction d'actifs communautaires. Grâce à cette approche, à la fois ACTED vise l'insécurité alimentaire d'adresse dans les populations déplacées tout en renforçant la résilience de la population dans la transition vers le relèvement rapide, la gestion pour atteindre plus de 150 000 bénéficiaires.

En début de reprise Transitioning

Alors que le pays se remet lentement du fait des ravages des décennies de conflit, la programmation de plus en plus sur ACTED concentrer la résilience et l'amélioration des conditions de vie des populations

pauvres et déplacées du pays. Aller de l'avant, l'équipe du camp d'ACTED est à la recherche à l'élaboration et l'exécution des plans complets pour le retour ou l'intégration des populations déplacées. En second lieu, ACTED vise à accroître le niveau de vie et d'assurer les moyens de subsistance de la population du Sud-Soudan, via un accès accru aux activités génératrices de revenus et de revenus durables, la lutte contre les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

profil de position

Le coordonnateur régional est responsable de la mise en œuvre du mandat global d'ACTED dans le domaine concerné, et la portée des activités développées dans ce mandat.

Responsabilités :

Assurer la représentation dans le ACTED domaine d'activité

Representation vis-à-vis provincial authorities

R e p r e s e n t a t i o n vis-à-vis Donors

Représentation auprès d'autres organisations internationales

De manière plus générale, le gestionnaire de projet devrait contribuer à la création d'une image positive et la crédibilité globale de l'organisation, notamment par l'application du mandat d'ACTED, l'éthique, des valeurs et du point en ce qui concerne les autres acteurs.

Contribuer à l'élaboration d'une stratégie globale d'intervention

et de soutenir sa mise en œuvre au niveau provincial

Analyser le contexte et l'élaboration de plans stratégiques, en consultation avec le directeur de pays

Mettre en œuvre la stratégie financière

Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle

Superviser les procédures d'établissement de rapports

Le personnel et la sécurité Superviser

Guide et dirige le personnel de la zone d'intervention

Contribuer au recrutement du personnel expatrié

Superviser la sécurité du personnel

Q u a l i f i c a t i o n s

l'éducation de niveau master dans un domaine pertinent comme les relations internationales ou le développement

Une vaste expérience de gestion de projet (gestion, planification, développement et formation du personnel

compétences) en cas d'urgence et / ou programmes de développement

Au moins quatre ans d'expérience professionnelle dans une position haute de gestion

capacités éprouvées en matière de leadership et de gestion nécessaires

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

négociation de solides compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels

La connaissance de la langue locale et / ou de l'expérience régionale un atout

Capacité à travailler sous pression et ponctuellement

Conditions

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house de l'organisation

Les frais de transport couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation de bagages

Prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite

Ville **M a b a n**

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance,

Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays

Afrique, Soudan du Sud

Contrat

C D D

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org sous

Ref: AC / MAB / SSUD

Date de fin de validité 20/08/2017



Avis de recrutement

Poste: Chargé(e) de l'Administration du Personnel International – Paris

Description

ACTED :

Depuis 1993, l'ONG ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels

de l'Homme. ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable. Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire : notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. Chaque année, nous mettons en œuvre plus de 490 projets auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, grâce à une équipe de

4300 employés nationaux et 300 employés internationaux. Plus d'informations sur www.acted.org

Le siège d'ACTED s'est installé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui le siège est composé de 60 personnes dans les départements RH, Finance, Reporting, Audit, HUB logistique et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux 30 Directions Pays ainsi qu'aux 3 Directions régionales, comprenant près

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

de 400 expatriés et plus de 4000 salariés nationaux.

Le poste :

Intégré(e) au sein du pôle administration du personnel du département RH et sous la responsabilité de la Responsable de l'Administration du Personnel, le (la) chargé(e) d'Administration du Personnel est en charge de la gestion administrative des collaborateurs expatriés et siège de l'ONG, de leur entrée à leur sortie. Il/elle évolue dans un environnement international et dynamique. Il/elle est en lien au quotidien avec les expatriés des 35 pays d'intervention d'ACTED.

Ses missions principales seront :

la tenue et le suivi administratif des dossiers du personnel international et siège

la préparation et la saisie des éléments variables de paye

l'appui aux salariés internationaux et siège dans leurs diverses demandes

la participation à la gestion du système et du suivi des salariés nationaux

la consolidation des outils et tableaux de bord permettant la gestion des ressources humaines du personnel

international et national

l'appui aux analyses juridiques et légales des pays d'actions, p.ex. conformité règlement intérieurs

l'appui aux sujets / chantiers transverses (guide expatrié, logiciels RH, développement d'outils RH etc...)

Il (elle) garantit le respect du cadre légal du pays, l'application du cadre administratif défini par le siège et des règles spécifiques de la mission, dans le souci constant de la défense des intérêts de l'association et de la bonne utilisation des ressources.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Formation généraliste ou RH

Première expérience (stages compris) en RH

Niveau d'anglais au minimum courant

Rigueur, capacité d'écoute et de prise de décision

Fortesprit d'équipe et dynamisme

Flexibilité et capacité de gérer un environnement générateur d'urgences

La connaissance d'un logiciel RH (Homère, Talencia, Cornerstone etc...) est un plus

Langues parlées

Français / Anglais

Fonctions Ressources Humaines

Activités Ressources Humaines

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

C D I

Salaire / Indemnité

Salaire net mensuel : 1600 €

Tickets Restaurant

Remboursement de 50% du titre de transport

Documents à envoyer

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation + références) à jobs@acted.org avec pour objet :

Ref: ADPO/HQ

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 20/08/2017

ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable de Programme « Mécanisme de Réponses rapides » RRM – RCA

Description

Département : Programme

Contrat : CDD

Pays : Centrafrique

Durée 6 mois

Ville : Bambari

Date de démarrage : ASAP

Présentation d'ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de

pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros (en 2015). Nos équipes sont composées de 300 employés internationaux et 4300 staff nationaux.

Description du pays

ACTED a entamé son intervention en République centrafricaine en décembre 2007. ACTED est en 2017 un des acteurs principaux de la réponse à la crise que connaît le pays depuis 2013, avec une approche intégrée, multisectorielle, pensée sur le long terme, et liant les programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement. En 2017, ACTED en RCA est active dans trois régions : le Nord-Ouest, le Sud-Est et Bangui ; l'organisation a des bureaux de terrain à Bocaranga, Bambari, Zémio et Bangui. La coordination nationale est à Bangui.

Le RRM (Rapid Response Mechanism) est un programme de réponse d'urgence axé autour de trois composantes : la veille humanitaire, des évaluations multisectorielles et des interventions d'urgence (distribution de kits NFI et WASH).

En RCA, le RRM est mis en œuvre par trois ONG : ACTED, Action Contre la Faim et Solidarités International. La zone

d'intervention d'ACTED se situe au sud-est du pays (préfectures de la Ouaka, la Basse Kotto, le Mbomou, Haut Mbomou et la Haute Kotto). Les bases opérationnelles d'ACTED sont situées à Bambari et Zémio. Le responsable de projet devra être mobile entre ces deux villes pour assurer la supervision directe des équipes (en collaboration avec un second responsable de projet). Un coordinateur assure quant à lui la supervision globale du projet et le lien avec le bailleur (UNICEF).

Description du poste**Objectifs :**

Garantir que le projet est mis en œuvre de manière ponctuelle et professionnelle, selon les objectifs et indicateurs, en accord avec les conditions des donateurs et les besoins des bénéficiaires.

Sous la supervision de la coordinatrice RRM et en collaboration avec le second responsable de projet :

1. Planification des activités**2. Suivi de la mise en œuvre des activités****3. Administration et gestion opérationnelle de mise en œuvre des activités**

– Finances (prévisions de dépenses, suivi des dépenses en cours,...)

– Logistique (préparation et suivi des bons de commande, gestion et suivi des stocks, organisation des frets,...)

– Administration/RH (suivi des contrats, congés,

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

récupérations,... des équipes) de crise très appréciée)

–Transparence et contrôle qualité (respect des procédures ACTED) Capacité à travailler de manière indépendante

– Sécurité Forte capacité à travailler dans un contexte interculturel

4. Relations externes

5. Préparation et vérification des rapports d'activités et logistiques

Qualifications

Au moins deux ans d'expérience terrain en gestion de programme et coordination, de préférence sur un projet d'urgence et/ou dans un contexte de crise

Excellente expression orale et écrite (rédaction et relecture de rapports dans des délais courts)

Expérience en logistique appréciée

Expérience en gestion d'équipe (22 personnes)

Capacité à travailler sous pression, dans des délais courts

Capacité à s'adapter à un contexte sécuritaire fluctuant (expérience dans une zone

Conditions

Salaire défini en fonction de la grille des salaires ACTED

Living allowance mensuelle

Logement en Guest House et nourriture pris en charge par ACTED

Billets d'avion pris en charge par ACTED

Sécurité sociale, Mutuelle et rapatriement pris en charge par ACTED

Ville Bambari

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Documents à envoyer

Envoyez votre candidature à jobs@acted.org avec pour objet Ref: PMRRM/RCA

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 20/08/2017



Avis de recrutement

• Poste : SECRÉTAIRE

• Type d'offre : Stage

• Métier(s): Assistanat de Direction

• Niveau(x): BAC+2

• Expérience: 1 ans

• Lieu: ABIDJAN

• Date de publication: 19/07/2017

• Date limite: 24/07/2017

GROUPE SELEC SA TAC'INTER
r e c r u t e
S E C R E T A I R E

Description du poste

Le GROUPE SELEC SA TAC'INTER pour son bureau d'Abidjan sis à Abata ,route de bingerville recrute une Secrétaire . Première interlocutrice entre l'extérieur et sa hiérarchie et inversement elle aura pour tâches :

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

- D'accueillir et orienter les visiteurs
- Gérer les appels téléphoniques
- Recevoir, rédiger et transmettre le courrier et les e-mails
- Assurer le classement et l'archivage des dossiers qui lui sont confiés

- Tenir à jour l'agenda de son service et de sa hiérarchie
- Assurer la prise de notes lors des réunions et rédiger les comptes-rendus

Profil du poste

Être titulaire d'un BAC+2 et avoir au moins une (1) année d'expérience
Maîtrise des logiciels de bureautique : word, excel, outlook

- être dynamique, discrète, avoir un bon sens relationnel et être très bonne communicante

Dossiers de candidature

CV + Lettre de motivation à transmettre par e-mail : cinnina9@gmail.com



Avis de recrutement

• **Poste :** PHARMACIEN RESPONSABLE

• **Type d'offre :** Emploi

• **Métier(s):** Pharmacie

• **Niveau(x):** BAC+7 et plus

• **Expérience:** 5 ans

• **Lieu:** Côte d'Ivoire

• **Date de publication:** 19/07/2017

• **Date limite:** 25/07/2017

• **STOP NET SERVICES RECRUTE PHARMACIEN RESPONSABLE**

Description du poste

SNS Recrute pour une importante industrie pharmaceutique UN (1) PHARMACIEN RESPONSABLE
MISSION :
Sous l'autorité du Directeur Général, vous aurez pour mission de coordonner toutes les

activités opérationnelles pharmaceutiques.

DESCRIPTION DU POSTE:

Vous serez chargé de:

- Organiser et superviser toutes les activités pharmaceutiques et l'équipe technique concernée
- Collaborer avec les grossistes répartiteurs des produits pharmaceutiques
- Mettre en place des programmes et outils de suivi du planning dans le respect des objectifs fixés
- Superviser et contrôler les autres pharmaciens travaillant dans l'usine
- Préparer les dossiers d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM)
- Assurer le suivi de la pharmacovigilance et l'information médicale
- Participer à l'élaboration du programme de recherche, d'étude et d'innovation

Profil du poste

• **P R O F I L :**
Formation : Pharmacie, Spécialisation industrie pharmaceutique
Diplôme : Docteur d'Etat en

Pharmacie + spécialisation en Industrie Pharmaceutique
Nombre d'années d'expériences: 3/4 ans minimum dans le management opérationnel de production pharmaceutique
COMPETENCES SPECIFIQUES
Notions en recherche et développement /innovation

QUALITES REQUISES

- Aptitude à la conduite de projet
- Capacité au management d'équipe
- Méthodique, Rigueur, autonomie et réactivité
- Esprit d'équipe, grand sens des responsabilités

EXIGENCES DU POSTE

Bon niveau en Anglais
Maîtrise Word, Excel

Dossiers de candidature

- Disponibilité rapide souhaitée
- Merci de faire parvenir CV à www.sns.ci au plus tard le 25 juillet 2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

15/07/2017 AU 22/07/2017 Groupe III

Ave Maria	25 47 98 88	Hosanna	25 41 26 48	Sacré cœur	25 34 60 60
Balkuy	25 37 51 36	Jeunesse	25 34 35 04	Saint Julien	25 38 06 10
Baraka	25 33 02 72	Kamin	25 34 30 28	Saint Lazare	25 36 86 48
Belle ville	25 40 84 14	Kilwin	25 50 84 62	Saint Michel	25 45 48 08
Cathédrale	25 31 28 07	La Sainte Trinité	25 41 26 46	Santé-validité	68 91 87 04
Charis	25 47 98 78	Mariama	25 30 05 76	Savane	25 31 13 48
Concorde	25 31 29 49	Naab Raga	25 30 06 27	Taoko	25 36 69 27
Coura	25 38 83 90	Naaba Koom	25 35 70 46	Téranga	25 36 09 70
Djimbila	25 35 77 65	Nagrin	25 46 90 48	Wend denda	25 31 09 64
Dunia	25 36 20 51	Nazani	25 36 65 10	Yennega	25 37 03 37
Ecoles	25 31 52 32	Ninrwa	25 41 80 38	Zone I	25 48 15 13/53
Fraternité	25 36 48 00	Noom-Wendé	25 50 31 17	Zoungrana	25 40 98 75
Galliam	25 35 28 44	Pissy	25 43 13 35		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI. O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage

- Alfred Syé KAM

- Aminata PORGO

- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Frédéric PoOda

- Valentin Ouedraogo

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjounan Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



L'actualité des Centres de recherche

L'actualité des écoles et universités

L'actualité générale des 45 provinces en continue

Les activités du gouvernement

L'actualité internationale

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO